

## APPEL A ARTICLES

Revue  
SOCIOLOGIES PRATIQUES  
N°19

PUF

Qui défend les salariés ?  
Les territoires de l'action syndicale

Le dix-neuvième numéro de la revue Sociologies Pratiques entend s'intéresser aux formes et aux lieux de l'action syndicale en cette fin de première décennie des années 2000.

Le travail et l'emploi prennent place dans un canevas complexe de conventions collectives, d'accords et de lois, de relations collectives, héritées du passé et en perpétuel mouvement, dont les natures et les contenus se déclinent en enjeux concrets pour les salariés. Il y est question de leur rémunération, des conditions de leur travail, de leurs droits à l'expression, à la formation, aux congés, et de leurs obligations également, dans un contexte difficilement lisible où s'entremêlent les réalités du travail et les discours et représentations sur la compétition internationale, les délocalisations, la précarisation des emplois, la flexibilité... Alors, qui défend aujourd'hui les salariés ? sur quels territoires et espaces cette défense s'organise-t-elle, et auprès de qui ? Ce sont des millions de femmes et d'hommes qui, chaque jour, vivent le travail dans des règles collectivement définies, diversement appliquées, différemment perçues. L'enjeu et l'actualité de telles réflexions sont doubles : comprendre la réalité des processus à l'œuvre dans la définition des règles du travail, clarifier la place de l'acteur syndical dans cette définition, c'est-à-dire ses marges de manœuvre, son « pouvoir », dans un contexte brouillé où toute entreprise de clarification est une nécessité pour la démocratie sociale.

Parler du fait syndical permet de s'interroger plus largement sur l'état des marchés du travail, sur les formes d'emplois et leurs évolutions, sur le travail lui-même et en retour sur les caractéristiques des acteurs qui constituent le système de relations professionnelles. De nombreuses questions, plus complémentaires qu'exclusives les unes des autres, déclinent l'interrogation principale :

- comment l'action syndicale intervient-elle dans la défense et la représentation des intérêts des salariés ?
- avec qui l'acteur syndical s'organise-t-il pour assurer cette défense et cette représentation ?
- qui sont les salariés représentés, en cette fin de décennie, par les organisations syndicales ?
- quelles sont les limites de ces interventions ?
- et quels sont les territoires d'intervention de ces acteurs ?

Cette dernière question, sur les « territoires » de l'intervention syndicale, est l'entrée privilégiée pour apporter une réponse à l'interrogation principale. Ainsi, les propositions d'articles « situés » seront privilégiées, qu'il s'agisse de rendre compte de pratiques ou d'analyses prenant place dans les entreprises, les conseils d'administration, les instances paritaires, les territoires locaux ou supranationaux comme l'Europe, ou l'International – avec les thématiques de firmes multinationales, de concurrence globale. A titre d'exemples, elles peuvent interroger les

stratégies et les représentations des salariés, des fournisseurs et sous-traitants en région, l'apparition ou la redéfinition d'enjeux sociaux sur les espaces « classiques » que sont les branches professionnelles nationales, ou sur les espaces émergents, la place de l'Etat, l'intervention dans des secteurs « atypiques » pour les organisations syndicales (restauration rapide, services à la personne, dans quels territoires ces secteurs s'organisent-ils ?), l'apparition d'acteurs nouveaux sur des espaces en changement (les administrateurs salariés, les usagers dans le mouvement de privatisation des entreprises publiques, le recours à l'expertise pour organiser l'action et penser les revendications, le soutien ou la concurrence du milieu associatif).

Ce numéro, dans l'esprit de la revue, offre un espace d'expression aux praticiens et aux chercheurs. Des premiers, il est attendu qu'ils exposent leurs visions d'acteurs, leurs expériences, et partagent leur connaissance empirique des enjeux, contraintes et réalités de la défense des salariés. Les seconds pourront présenter les résultats d'études et de recherches sur le sujet, autant d'un point de vue théorique sur les déterminants des règles collectives de la relation de travail, qu'à partir des connaissances acquises lors de recherches empiriques. La thématique territoriale est également une invitation adressée aux propositions étrangères, et aux contributions transnationales, autant de la part des praticiens que des chercheurs.

Les contributions pourront alors se baser sur :

- des recherches empiriques récentes sur des expériences d'innovation sociale aux niveaux local, européen ou international
- des articles théoriques sur les évolutions des formes de régulation

Leur format final ne doit pas excéder 27 000 caractères (espaces compris), soit 14 pages, Times 12, interligne 1,5 (le format courant étant de 8 à 10 pages). Les textes pourront être rédigés en français ou en anglais.

Dans un premier temps, les auteurs doivent adresser une intention d'article d'une à deux pages maximum, précisant la problématique de l'article, les thèmes développés et des indications sur son assise empirique.

Les intentions doivent être envoyées par voie électronique à : Frédéric Rey, à l'adresse suivante : [sp19@sociologies-pratiques.com](mailto:sp19@sociologies-pratiques.com) avant le 30 septembre 2008. Une réponse de la revue sera donnée sur l'intention d'article sous deux semaines.

L'acceptation de l'intention d'article ne présume pas de l'acceptation de l'article final qui est soumis au comité de lecture de la revue. Les articles retenus devront être remis le 15 janvier 2009 pour une publication en automne 2009.

Plus d'informations sur la revue : [www.sociologie-pratiques.com](http://www.sociologie-pratiques.com)